

---

## LES MOUVEMENTS PALESTINIENS: TERRITOIRE NATIONAL ET ESPACES COMMUNAUTAIRES

*Riccardo Bocco, Blandine Destremau, Jean Hannyoy*

En février 1996, le CERMOC a réuni un atelier de recherche sur la question de Palestine dont le présent ouvrage reproduit les contributions. Pour beaucoup, ces textes sont l'expression de travaux en cours, conduits par de jeunes chercheurs, regroupés dans un axe de travail commun. La contribution de spécialistes a également été ajoutée au livre afin de tenter un premier état des lieux des approches du domaine palestinien dans les sciences sociales. Parallèlement, le CEDEJ au Caire, dont certains membres ont participé à cette rencontre, a entrepris une recherche complémentaire sur la diaspora palestinienne dans le monde et dont les premiers résultats sont en cours de traitement. Au total, la recherche française et européenne entend ainsi, en coopération avec les chercheurs palestiniens, encourager le développement d'un champ d'étude traditionnellement dominé par la production anglo-saxonne.

Un axe de recherche définit des orientations très générales de travail et de questionnement. Il permet d'accueillir une plus large diversité de travaux, dont certains en sont à leurs débuts, avant leur approfondissement en programme scientifique spécifique, comme c'est aujourd'hui le cas pour la recherche sur l'UNRWA organisée par le CERMOC depuis décembre 1996. Dans le cas présent, cette ouverture nous a paru d'autant plus justifiée que l'organisation de la recherche française sur la Palestine est encore pauvre, même si elle a déjà donné lieu à des travaux de qualité. Par ailleurs, l'objet même de la recherche est d'autant plus vaste et problématique que l'actualité politique le soumet à de brutales recompositions et reformulations. Question centrale pour le devenir du Moyen-Orient et de ses relations avec le monde, la "question de Palestine" est traitée avant tout à travers ses expressions politiques qui en masquent les dimensions socio-économiques complexes dont une meilleure connaissance et reconnaissance serait sans doute le gage même d'une plus grande "efficacité" politique dans le sens de la paix. Telle est du moins la conviction qui fonde les orientations des réflexions conduites ici et que nous voulons rapidement rappeler.

L'histoire contemporaine de la société palestinienne, confrontée depuis 1948 à la perte de sa terre divisée, occupée, démembrée par la colonisation israélienne, a largement été écrite à travers celle du mouvement national de libération. La revendication territoriale, son expression politique pour la formation d'un Etat et la question du retour des Palestiniens réfugiés et déplacés, se négocient aujourd'hui dans le contexte des accords d'Oslo qui laissent très imprécise la forme du règlement de la question nationale palestinienne.

A l'obstacle direct, immédiat et majeur de la colonisation israélienne, à celui de l'inégalité du rapport de force qui préside aux négociations, s'ajoute la problématique de la recomposition interne à la société palestinienne, de ses institutions et de ses modèles d'organisation, dans un double contexte qui accroît la complexité du débat :

– celui des logiques de déterritorialisation qui sont à l'œuvre dans le monde aujourd'hui sur le plan des relations internationales où la référence au territoire a tendance à être subvertie par les logiques de réseaux transnationaux: la perspective de la formation d'un Etat peut-elle alors s'accommoder de la dissociation entre nation et territoire ?

– celui, corrélatif, d'un repli des Palestiniens dans des ancrages et des logiques localistes où ils cherchent les ressources pour protéger et renforcer leurs liens communautaires. Entre l'éclatement programmé par l'occupation et l'annexion, d'une part, et l'unité proclamée par le discours politique, d'autre part, de quelles ressources dispose aujourd'hui la société palestinienne ? Sur quel modèle, quelles pratiques et stratégies s'appuie-t-elle pour revendiquer son droit, résister à sa marginalisation et survivre à son démembrement ?

Pour contribuer à répondre à ces interrogations, l'objectif de notre recherche sera de relire le mouvement national palestinien à travers l'étude *des* mouvements *des* Palestiniens aujourd'hui. Cette seule substitution du pluriel au singulier pose évidemment une grave question politique, vis-à-vis de la question nationale, dont il faut s'expliquer.

Il est nécessaire, en effet, de se rappeler les difficultés d'un travail de recherche dans le contexte de la Palestine aujourd'hui. Les négociations en cours en rendent l'approche particulièrement exigeante car la dimension nécessairement critique de la recherche pourra paraître contredire les termes de la mobilisation politique orientée sur l'action. A propos de la question des réfugiés, par exemple, la recherche est appelée à témoigner des multiples aspects de leur "intégration" progressive dans les villes et pays d'accueil. Sans nier pour autant les principes du droit, droit au retour en l'occurrence, dont les politiques défendent la cause, la recherche peut en dévoiler les contraintes que lui imposent les faits, au risque de la nuancer, sinon la contredire, et d'en atténuer l'argument. En revendiquant l'indépendance ou l'extériorité de la recherche, on aurait mauvaise grâce à nier sa nécessaire implication dans son objet. Adopter un angle d'approche différent de celui de la négociation politique, en éclairer les termes par la critique, n'a pas pour but de dissocier recherche et politique mais peut peut-être contribuer à les rendre l'une et

l'autre plus exigeantes.

Par ailleurs, la surcharge idéologique du contexte de la recherche sur la Palestine et les Palestiniens, relayée par les campagnes médiatiques, fait obligation de témoignage. Cela signifie pour nous aujourd'hui la prise en compte des multiples niveaux d'information qu'oublie l'information quand elle s'empare et produit de l'actualité. Dans les discours sur les processus en cours, "le processus de paix" par exemple en cache bien d'autres qu'ignore généralement l'information. Cela pose à la recherche le problème de ses niveaux et modes de représentation, quand ce n'est pas de sa responsabilité et de sa justification même.

Deux séries de questions ont ainsi parues nécessaires à la recherche, étroitement mêlées aux enjeux d'actualité. La recherche doit cependant s'en détacher pour contribuer à en nourrir la compréhension.

1. Où est la Palestine ? La question interroge l'idée de territoire, en l'occurrence une terre occupée, divisée, fragmentée. C'est une question politique dans la mesure où le discours politique est "nécessairement" spatial. Mais, de la terre au territoire, le processus de territorialisation de la question de Palestine a été progressif. Il n'est pas abouti. Il se heurte à la colonisation-territorialisation israélienne. S'y ajoute le problème politique du langage politique centré sur le territoire. Il risque de tenir hors-jeu ceux qui sont hors-lieu (hors territoire national): les réfugiés, mais également un nombre croissant de Palestiniens de plus en plus rejetés et marginalisés par les stratégies israéliennes de territorialisation qui s'ouvrent à des compromis démographiques plus qu'à un compromis territorial.

La question de Palestine est dominée par la question nationale qui renvoie, dans le débat politique, quasi exclusivement à une revendication territoriale. Sa solution est envisagée sous forme de multiples scénarios avancés par les pronostiqueurs : Etat national (avec éventuellement un compromis territorial), Etat bi-national, confédération (jordano-palestinienne par exemple), "option jordanienne", batoustanisation, condominium (pour la question de Jérusalem), etc. A la confusion des projets, revendiqués ou à l'œuvre, répond celle de la terminologie, illustration de la difficulté à dire et à penser la Palestine, dont le nom même est en question. Aux ancrages incertains, entité, territoires, zones, camps, enclaves, bande... correspondent des mouvements, circulations, passages, transits... soumis à autant de contrôles et de limites qu'il y a de statuts et de niveaux de pouvoir, d'autorités, d'influences, de centres et de mouvements en négociation, en concurrence ou qui coexistent.

Partir des faits de dispersion et d'éclatement serait une manière de restituer aux populations des camps de réfugiés et de la diaspora, comme aux sociétés locales, une position centrale dans la problématique nationale. Il s'agit de contourner la question nationaliste, pour la nourrir d'une réflexion sur la logique des mouvements, itinéraires, trajectoires palestiniens et de tenter de comprendre les types de territorialité que ces mouvements dessinent. Dans quelle mesure ont-ils affaibli ou renforcé, se sont-ils appuyés sur (ou ont-ils nié) le lien à une centralité territoriale et/ou à une identité nationale ? Peut-

être alors la question n'est-elle pas tant d'une restitution de la Palestine que de sa réalisation, de son institution. Si l'on est conscient du danger d'une telle formulation, elle doit aussi aider à souligner le paradoxe du pouvoir qui doit à la fois se définir par l'organisation d'un espace et la reconnaissance d'un centre, lieu des médiations instituant l'appartenance commune en même temps qu'il intègre la diversité.

2. Qui est la Palestine ? La question interroge la notion d'identité. Contrairement au discours politique qui revendique l'unité, les discours de l'identité sont multiples et variables. Ils sont le résultat de stratégies multiples des acteurs dans les conjonctures les plus diverses de la vie sociale, économique et politique. La diversité est une donnée de la dynamique sociale. Mais, dans la situation contrainte de dispersion et d'éclatement qui est celle de la Palestine et des Palestiniens, devant la menace du démembrement d'une société déracinée, l'identité palestinienne est revendiquée comme facteur d'unité. Elle tend à être posée comme substitut au territoire. L'identité se politise. Elle ne permet plus alors d'articuler la différence et la diversité. C'est le risque de la mobilisation identitaire et sa force en même temps que de compenser la perte du lieu (village ou territoire) par une politique du lien (familial, communautaire, religieux) exclusif comme condition de survie.

On peut avancer l'hypothèse d'une tendance à la "communautarisation" de la société palestinienne par le renforcement des liens de famille, de localité ou de religion, pour comprendre la forme d'intégration que produit la mobilisation du lien social devant l'obstacle de la colonisation et la difficile construction du lien national hors territoire national. Le recours à la ressource identitaire peut constituer un atout de mobilisation collective, de résistance, susceptible d'institutionnalisation politique tant qu'il reste articulé par une référence, un centre médiateur de valeurs partagées comme c'est le cas de l'Autorité nationale palestinienne ou encore de l'islam. Mais il peut être également le support de stratégies individuelles ou de groupe, de mobilisation d'idées et de ressources, dont le projet palestinien ne serait qu'un des vecteurs secondaires, éventuellement instrumentalisé, affaibli dans son potentiel d'intégration politique. Le projet politique ne serait plus alors que le prétexte à un jeu d'appartenances dont l'horizon peut être infra-national ou rejoindre des allégeances extérieures à l'espace national en construction.

Au cœur du débat reste donc posée la question de l'organisation des communautés et/ou des sociétés palestiniennes, de leurs ressources, de leurs pouvoirs, de l'expression de leurs aspirations et de leur(s) représentation(s). La forme du contrôle sur l'espace palestinien et les types de territorialités dessinées par les recompositions en cours semblent se rapporter, dans leurs représentations politiques les plus courantes, à l'alternative d'un Etat sans territoire ou d'une nation (ou de communautés) sans Etat.

Au total, la question politique apparaît aussi incontournable parce qu'elle constitue l'obstacle même à la solution politique tant que le lieu du politique par excellence reste le territoire.

Afin de contourner les impasses conceptuelles qui sont aussi celles de la

négociation politique en cours, il nous a semblé que la recherche doit interroger la problématique palestinienne à partir d'un retour au terrain. Le parti-pris de l'observation monographique du village, du quartier, de la ville, du camp, de l'administration, de l'entreprise, de l'association, doit permettre l'analyse des liens qui instituent ces lieux et leurs acteurs en mouvements, réseaux et territoires, aussi bien dans l'environnement immédiat que dans les relations lointaines. Comment et dans quelle mesure ces liens sont-ils utilisés par les Palestiniens comme ressources (sociales, économiques, politiques) pour la négociation de leur devenir individuel et/ou collectif, et quels en sont les acteurs privilégiés ? Il s'agit donc de partir de la réalité des relations effectives qui associent ou opposent les partenaires locaux et régionaux – au niveau des individus, des groupes, des institutions et des États – et de réfléchir à la nature des espaces constitués ou institués par ces relations, du rôle qu'y prennent les Palestiniens et de la place qu'ils y occupent, des contraintes auxquelles ils sont soumis, des dynamiques dont ils sont porteurs et qu'ils contribuent à construire.

Une attention spécifique a été portée aux mouvements des Palestiniens sur les deux rives du Jourdain. L'axe géopolitique israélo-palestino-jordanien dessine un espace-clé (et non le seul) de la négociation en cours, certainement le cœur de la configuration régionale en voie d'élaboration. Il ne s'agit cependant pas de reprendre à notre compte tel ou tel scénario sur les projets de fédération ou d'union entre les partenaires (volontaires ou de fait) de cet axe, dans la mesure où l'existence de l'un d'entre eux, à savoir "l'entité" palestinienne, reste en question, précisément dans la reconnaissance de sa qualité de partenaire à part entière ou sa capacité à s'affirmer tel.

A cet égard et dans un tel contexte, on ne peut faire l'économie d'une hypothèse extrême, inspirée d'observations partielles mais révélatrices. Celle d'une désintégration sociétale des Palestiniens, ce que d'aucuns auront nommé un "sociocide" pour désigner l'action des pouvoirs dans le sens d'un démembrement des communautés et organisations civiles palestiniennes. Alors que la vitalité de la "société civile" palestinienne constitue une ressource de mobilisation, souvent soulignée, dans le projet de construction nationale; alors que l'identité elle-même, au principe du mouvement de communautarisation palestinienne comme force active de mobilisation, permet l'ancrage dans des lieux et des pratiques communs de référence qui en légitiment la représentation, les témoignages se multiplient de la décomposition organisée de l'une et des autres. Fermetures de bureaux, coups portés à des associations de mosquées ou de quartiers, découpage continu d'espaces de proximité, occupations de terrains, destructions de maisons, interdiction de travail et de déplacements, démembrement de réseaux de production et d'échange etc., sont autant d'exemples d'interventions qui mettent progressivement au ban de leur propre société un nombre croissant de Palestiniens. Dans cette guerre ultime qui se joue au quotidien, l'alternative pour eux est malheureusement simple : la violence contre soi de l'attentat-suicide ou la résignation à disparaître des termes du débat sur la Palestine. Tout au plus ne

resterait-il de ce dernier que sa mémoire désincarnée comme on peut en lire la survie dans les images, traces, slogans et autres produits "folklorisés" de la récupération par les pouvoirs en place d'une histoire sans avenir parce que privée des lieux et des liens qui la nourrissent. Jérusalem n'est-elle pas l'exemple même de la dépossession en cours où ses fonctions de centre religieux, de relais géographique entre les espaces palestiniens, de ville capitale, se dissolvent dans le processus d'israélisation, de judaïsation et de "dé-palestinisation" de la ville ?

L'évocation d'un tel scénario que d'aucuns jugeront dramatisé à l'excès, aura simplement pour but ici de rappeler l'attention sur les enjeux qui touchent au domaine de la culture palestinienne. La communauté d'histoire, de langue, de culture de la société palestinienne avec son environnement arabe sera-t-elle la raison prétexte de sa fin par sa dilution dans son milieu "naturel" ? Mais à l'inverse, Israël pourra-t-il survivre à un repli exclusif dans ce même environnement ? La "répression culturelle" ou, sous une forme plus détournée, la "mise au musée" d'un patrimoine palestinien réinterprété par Israël, témoignent aussi de sa difficulté à gérer sa relation de proximité à son environnement arabe en général, palestinien en particulier et leurs ressources de résistance qui s'imposent à travers les expressions culturelles. Domination politique et démembrement sociologique peuvent n'être que des moments d'une histoire longue qui se nourrit nécessairement d'emprunts, d'échanges, d'ouvertures, indispensables à sa respiration et à la vie même. Cette histoire, commune par nécessité, quelle qu'en soit l'expression politique, condamne Israël à composer avec l'espace de vie qui le constitue et l'entoure. Sauf à entretenir une logique de guerre dont l'issue reste, pour le moins, incertaine. Dans ce sens, si la politisation de la culture palestinienne la menaçait des dangers de sa propre perte comme espace de liberté, la dimension politique de la culture comme expression de résistance et de vie peut vaincre demain l'oubli qui la menace aujourd'hui.

Les Cahiers du  CERMOC

N° 17

# PALESTINE, PALESTINIENS

territoire national, espaces communautaires

Sous la direction de

Riccardo BOCCO, Blandine DESTREMAU, Jean HANNOYER

Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain

1997

---

## SOMMAIRE

- 7 Remerciements
- 9 Sommaire
- 11 **Les mouvements palestiniens: territoire national et espaces communautaires**  
*Riccardo Bocco, Blandine Destremau et Jean Hannoyer*
- 17 **Social Science Research in Palestine: a Review of Trends and Issues**  
*Salim Tamari*

### L'ESPACE DU POLITIQUE

- 41 **L'Etat palestinien, ou l'incongruité de l'espace politique et de l'espace social**  
*Bassma Kodmani-Darwish*
- 59 **Palestine: instituer un droit de la nation**  
*Bernard Botiveau*
- 73 **ONG, Autorité palestinienne et bailleurs de fonds: quelques pistes de recherche**  
*Carmen Karamé*
- 85 **Palestine: les bantoustans d'Allah**  
*Jean-François Legrain*
- 103 **L'UNRWA, les réfugiés palestiniens et le processus de paix: perspectives de recherche**  
*Riccardo Bocco et Jean Hannoyer*

### DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES

- 113 **Capital désobéissant? Les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et la construction de l'entité palestinienne**  
*Sari Hanafi*

- 145 **Les trajectoires sociales des hommes d'affaires palestiniens au Moyen-Orient**  
*Cédric Balas*
- 159 **Stratégies des entrepreneurs et ressources socio-spatiales: le cas de la branche palestinienne de la confection**  
*Blandine Destremau*
- 179 **Characteristics of a Segment of Palestinian Would-Be Entrepreneurs in the West Bank and the Gaza Strip**  
*Antoine Mansour*
- 195 **Economic Crisis and the Labour Market: a Case-Study of Palestinian Workers in Low-income East Amman**  
*Jocelyne De Jong et Tareq Tell*
- 219 ANNEXE:  
*Trajectoires d'entrepreneurs palestiniens du textile et de la confection*
- PRATIQUES DES LIEUX, LOGIQUES DES LIENS
- 237 **Le camp de Wihdat à la croisée des territoires**  
*Hana' Jaber*
- 259 **Crossing Boundaries: Reconstruction of Palestinian Identities in al-Baq'a Refugee Camp, Jordan**  
*Randa Farah*
- 299 **Espace urbain et mobilisation sociale à Jérusalem-Est**  
*Anne Latendresse*
- 321 **Le mouvement islamique palestinien comme mouvement social**  
*Helen Fuger*
- 339 **Femmes palestiniennes: un siècle d'engagement et de militantisme. Perspectives de recherche**  
*Valérie Pouzol*
- 351 **La famille comme mode de gestion et de contrôle du social chez les élites traditionnelles palestiniennes**  
*Lamia al-Radi*
- 367 **«Il vit, il est encore vivant», rumeurs et légendes jordano-palestiniennes**  
*Jean Lambert*
- 391 **Résumés**
- 399 **Abstracts**
- 407 **ملخص**
- 415 **Liste des auteurs**